



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 31 janvier 2023

Après les énormes manifestations du 31 janvier : on ira jusqu'au retrait !

La journée de grève et de mobilisation du 31 janvier, encore plus massive que la précédente, a été un succès : les syndicats nous ont compté à plus de deux millions dans les rues, et même la police a reconnu que plus d'un million deux-cent-mille personnes ont défilé. C'est au moins 10 % en plus que le 19 janvier.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers. Dans les grosses entreprises publiques (EDF, Engie, la SNCF...), les taux de grévistes se maintiennent, comme dans les raffineries de Total ou dans l'Éducation. Et comme le 19 janvier, les entreprises du privé ont également fait grève, ce qui a été visible dans les manifestations : là des ouvriers de la métallurgie ou de la chimie, ici des travailleurs de l'agro-alimentaire. Sans oublier la jeunesse des lycées et des facultés, plus nombreuse que la dernière fois !

Avec ce nouveau succès, la réforme est touchée, mais pas encore coulée. Le gouvernement reste pour l'instant inflexible et droit dans ses bottes. Mardi 7 et samedi 11 février, l'ensemble du monde du travail est à nouveau appelé à faire grève et à manifester par l'ensemble des directions syndicales. Il est à peu près clair que ces journées seront encore à la fois un succès et des démonstrations de force à même de renforcer l'opposition à la réforme, mais pas de nature à faire plier Macron si elles restent isolées.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Les capitalistes ont tiré parti de la pandémie de Covid et des crises qui l'ont suivie pour encore accroître leurs richesses. C'est désormais un Français, Bernard Arnault, qui trône à la première place des fortunes mondiales.

Alors non seulement les caisses de retraite sont excédentaires de 3,7 milliards d'euros, mais elles le seront encore plus si nous reprenons aux actionnaires, aux patrons et à l'État ce qu'ils nous volent tous les jours par l'exploitation au travail.

Des grèves éclatent un peu partout sur les salaires. Loin de nuire à la mobilisation pour les retraites, elles l'appuient. Contrairement aux primes que les patrons

consentent parfois à céder face à l'inflation, la hausse des salaires assure celle des cotisations pour les retraites et tout le système de Sécurité sociale. Et en faisant payer le grand patronat, nous pourrions revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

Tous ensemble pour gagner

Le gouvernement prétend qu'il peut passer outre nos grèves ? Pas si sûr ! Sans nous, rien ne fonctionne. C'est ce que tout le monde voit quand nous sommes en grève. Et les patrons ne sont pas prêts à payer la casse des retraites par la paralysie de leurs juteuses affaires, la volatilité de leurs profits. Comme eux, Macron et ses ministres craignent une grève reconductible qui s'étendrait de secteur en secteur pour finir par englober les 93 % des salariés opposés à leur « réforme » selon les derniers sondages, en fait l'ensemble du monde du travail, nous toutes et tous !

Cette grève ne peut reposer sur les seules épaules des travailleurs du rail ou des raffineries. Il faut qu'y participent ceux de la logistique qui acheminent les colis, de la métallurgie qui font tourner les usines, les enseignants – dont le Covid a montré à quel point ils étaient essentiels aux patrons... non pour instruire nos enfants, mais pour faire tourner la « garderie nationale » –, et bien d'autres. Il faut en fait que tout le monde s'y mette ! Afin que chaque piquet de grève, chaque site bloqué se sente entouré de la solidarité des autres. Et si un secteur part le premier, les autres devront tout faire pour le rejoindre au plus vite. En effet, si des dates fleurissent ici et là pour entamer un prolongement de la grève, deux jours, 72 heures, illimitée, il devient indispensable qu'à un moment, nous y soyons toutes et tous en même temps.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action. Réunissons des assemblées générales, dans nos lieux de travail, mais aussi en interprofessionnel à l'échelle des villes ou des départements. Organisons ensemble la grève générale et la marche à la victoire !

On n'est pas dans un jeu !

Vendredi dernier, le directeur général présentait ses vœux au personnel. Sans trop se mouiller, il a expliqué que, pendant cette année 2022, il y a eu... du plus et du moins. Avec environ 450 000 dossiers gérés par le centre 15 en 2022, contre 380 000 en 2019, ce dernier, pour lui, a pulvérisé un « record ».

Mais combien de postes d'agents de régulation médicale (ARM) et de régulateurs vont-ils être créés pour faire face à cette situation ?

Avec moins, on fait moins

L'hôpital a perdu 10 % de séjours d'hospitalisation par rapport à 2019. Le directeur explique que ce sont « des patients qui ne sont pas venus, car nous n'avons probablement pas les capacités de pouvoir les hospitaliser ». Le « probablement » est de trop. Si moins de personnes peuvent être hospitalisées et soignées, c'est parce que des lits sont supprimés et le personnel réduit.



À vot' bon cœur !

Quand Emmanuel Macron se pose en sauveur de l'hôpital public et de la santé, Brigitte Macron fait la quête. Présidente de la Fondation des hôpitaux, elle supervise les tirelires qui vont servir à récolter des « pièces jaunes » pour financer des projets hospitaliers. À l'hôpital, la charité au 21^e siècle... On connaissait la maxime « l'hôpital qui se fout de la charité », mais là c'est « la charité qui se fout de l'hôpital ».

La violence policière érigée en système

La vidéo du meurtre de Tyre Nichols, jeune Afro-Américain, par la police de Memphis, est d'une violence insoutenable. Craignant des émeutes, les autorités américaines affichent une consternation de

façade. Mais cette violence fait partie du fonctionnement ordinaire de la police aux États-Unis. En 2022, ces violences policières y ont causé la mort de 1 176 personnes. Elles font partie du système d'oppression dans lequel une minorité de privilégiés exploite une majorité.

En France, elles n'atteignent pas le niveau des États-Unis, mais les meurtres pour « refus d'obtempérer » ou les mutilations de manifestants se succèdent, comme lors de la manifestation du jeudi 19 janvier à Paris.

Le choix du mépris de classe

Les députés macronistes n'en ratent pas une. Quand Claire Guichard parle des AESH, qui accompagnent les enfants handicapés à l'école, c'est l'insulte assumée : « Beaucoup d'AESH [...] choisissent ce statut pour avoir les mercredis et les vacances scolaires. Et elles assument. Elles sont heureuses de ce qu'elles font. La vie est faite de choix ! » Les AESH, souvent à temps partiel faute d'embauches, gagnent en moyenne environ 800 euros par mois. S'il y a bien un choix, c'est celui du gouvernement de leur payer des salaires de misère et de ne pas recruter !

Profits records chez LVMH : de l'argent il y en a !

LVMH a réalisé 21,1 milliards d'euros de profits en 2022 pour un chiffre d'affaires de 79,2 milliards d'euros. Chaque jour, ce groupe spécialisé dans le luxe engrange plus de 57 millions d'euros de bénéfice, faisant de Bernard Arnault, patron du groupe, l'homme le plus riche du monde avec une fortune de plus de 213 milliards d'euros. Payé au salaire médian qui s'élève en moyenne à 22 000 euros par an en France, il faudrait travailler au moins 7 millions d'années pour s'approcher de sa fortune. Car la crise ne touche pas tout le monde. Pour nous l'augmentation de l'âge de départ à la retraite et l'inflation, pour eux les milliards ? Pas question, « l'argent on le prendra dans les caisses du patronat ! » comme on le chante en manifestation !

Retraites : hospitaliers en première ligne !

Le gouvernement entend faire reculer de deux ans l'âge de départ à la retraite y compris pour les soignants. Et ceux encore en « catégorie active » (supprimée en 2010 par la réforme Bachelot) ne pourront pas partir à la retraite avant 59 ans, contre 57 ans actuellement.